

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

Je répète ce que j'ai dit tantôt au sujet de la modération dont le gouvernement doit faire preuve. Le ministre dit que nous devons limiter nos exigences. Le gouvernement n'est pas honnête envers les Canadiens lorsqu'il ne prêche pas d'exemple et augmente considérablement ses propres dépenses. Cela fait du tort au gouvernement qui perd toute crédibilité quand il ne cesse pas de dire aux gens de se serrer la ceinture. L'heure est aux actes. Les ministériels ne peuvent pas se contenter de beaux discours car ils ne règlent rien. Le gouvernement doit agir sans tarder.

En 1979, quand nous étions au pouvoir, nous avons montré qu'il est possible de réduire les dépenses publiques à un taux inférieur au taux de croissance du revenu national. Si j'ai bonne mémoire, elles étaient de 2½ p. 100 inférieures au taux de croissance du revenu national. L'an dernier, les dépenses du gouvernement étaient de 50 p. 100 supérieures au taux de croissance du revenu national. Cela ne peut pas continuer. Et cela ne peut pas continuer pour une très bonne raison.

• (1610)

J'ai parlé il y a un instant de l'effet multiplicateur des déficits qui font monter davantage les taux d'intérêt que nous avons maintenant. Nous avons un déficit qui ne nous rapporte rien parce qu'il est à peu près équivalent au montant que le gouvernement verse en intérêts sur la dette consolidée. Nous versons un dollar sur cinq en intérêts sur la dette consolidée du gouvernement du Canada. C'est une dépense qui ne nous rapporte rien parce qu'on ne peut pas s'en servir pour mettre sur pied des mesures sociales, favoriser l'industrie ou stimuler l'économie. Ce sont les déficits ne rapportant rien qui causent toutes sortes de problèmes au Canada à l'heure actuelle. Nous répétons depuis près de cinq ans que nous devons nous débarrasser de cette dépense inutile. Cependant, le gouvernement nous répète toujours la même chose. Il ne comprend pas les conséquences de la situation actuelle.

Nous pourrions aussi adopter des mesures ayant trait à l'épargne et à l'investissement. Il faudrait encourager les gens à épargner pour accumuler des fonds que les entreprises et les particuliers pourraient emprunter pour permettre au Canada de se développer, aux entreprises de prospérer et aux particuliers d'acheter des maisons. Si les Canadiens ne peuvent pas mettre leur argent de côté, il n'y aura pas suffisamment de fonds disponibles pour financer la reprise économique au Canada. C'est l'un des éléments clés dont nous avons besoin pour réduire les pressions exercées sur le dollar canadien et les taux d'intérêt.

Finalement, il faut prévoir des encouragements quelconques. Jamais, depuis dix ou 15 ans, le gouvernement n'avait pris une mesure qui a nui autant à l'investissement productif que le budget de novembre 1981. Ce budget a assommé les propriétaires de petites entreprises, qui sont à la base de l'économie canadienne et qui fournissent de l'emploi à 65 ou 70 p. 100 des travailleurs canadiens. Les chefs de petites entreprises ont perdu confiance dans l'économie.

En janvier, le comité budgétaire du caucus progressiste conservateur a tenu des réunions un peu partout au Canada. Je n'oublierai jamais les entretiens que j'ai eus avec un groupe de chefs de petites entreprises et notamment avec un ancien employé de Dupont. Il m'a expliqué qu'il avait laissé Dupont dix ans plus tôt pour lancer une nouvelle entreprise. Nous avons parlé de certains des problèmes que le budget lui causait

et je lui ai ensuite demandé: «Si vous étiez encore employé de Dupont, vous lanceriez-vous à votre compte vu les dispositions contenues dans le budget et les attitudes qu'il dénote à l'égard des hommes d'affaires et chefs de petites entreprises?» Il a répondu: «Non, je ne quitterais pas Dupont à l'heure actuelle. Les risques sont trop grands et le gouvernement a supprimé une trop grande partie des récompenses.»

Hier encore, j'ai parlé à un autre chef de petite entreprise. Il m'a dit que l'un des grands avantages d'être propriétaire d'une petite affaire, c'est qu'on peut amasser un pécule en vue de la retraite. C'est quelque chose qu'on peut créer soi-même parce que cela se rapporte à son propre avenir. Il a dit cependant que le budget de 1981 empêchait en bonne partie les hommes d'affaires et les petits entrepreneurs d'amasser un tel pécule. Voilà ce qui se passe dans un secteur qui est à la base de notre société et de notre économie. Voilà pourquoi le budget est tellement nocif.

Il est question aujourd'hui de l'ampleur du déficit budgétaire et de la meilleure façon de la limiter. Nous disposons de trois moyens: réduire les dépenses, augmenter les revenus ou—ce dont on entend très peu parler—abaisser les taux d'intérêt. L'an dernier, le remboursement des intérêts a grugé 22 p. 100 du budget de l'État et grandement contribué au déficit budgétaire du Canada. Le gouvernement fédéral n'a réussi avec aucune des trois méthodes de limitation du déficit budgétaire.

L'année dernière, les dépenses gouvernementales ont augmenté de 22 p. 100, comme nous l'a révélé le budget. Le gouvernement n'a plus de contrôle sur les dépenses.

Pour ce qui est de la deuxième méthode, l'augmentation des recettes de l'État, le gouvernement a voulu augmenter les impôts plutôt que de consentir aux Canadiens de nouveaux encouragements qui les poussent à travailler ardemment afin de monter des entreprises qui, elles, accroîtront les revenus du gouvernement en donnant plus de vigueur à l'économie canadienne. Le gouvernement s'y est pris de la mauvaise façon. Le ministre ne mérite pas plus de trois sur dix pour cette question. Il a dit qu'il réduirait le taux maximal, mais seulement pour les riches. Il a négligé les gagne-petit qui ont un rôle très important à jouer dans l'accroissement de l'activité économique. Il a aussi haussé d'autres taux d'imposition et imposé à l'économie une plus lourde charge qui se manifeste dans les piètres données économiques d'aujourd'hui.

Prenons le Royaume-Uni comme exemple. On dit que les expériences au Royaume-Uni sont vouées à l'échec et je voudrais en parler plus longement car les résultats sont passionnants. En 1979, le gouvernement du Royaume-Uni a abaissé le taux marginal applicable aux contribuables les mieux nantis bien que croyant qu'il en résulterait une diminution appréciable des recettes fiscales. Le gouvernement a donc augmenté la taxe sur la valeur ajoutée d'environ 70 ou 80 p. 100. Comme je le disais, les résultats de cette expérience sont passionnants. Les recettes provenant de l'impôt sur le revenu ont augmenté en termes réels pour la première fois en six ans et celles provenant de la taxe sur la valeur ajoutée, qu'on avait relevée de 70 ou 80 p. 100, n'ont augmenté en termes réels que d'environ 45 p. 100. Cela illustre clairement l'effet des mesures incitatives et la façon dont on peut encourager les gens à fonder et créer des entreprises. Cela encourage aussi les gens à acheter des biens dans une économie productive au lieu de voitures Rolls-